



Amélioration de l'environnement des affaires dans la région Sud de la Méditerranée



A project funded by the European Union



EBESM : Objectifs



- Liées au programme de travail du Groupe de Coopération industrielle Euro-Méditerranéen
- Suivent l'évaluation des politiques et mesures en faveur des PME dans les pays MED, effectuée en 2013 par la CE, OCDE, ETF et BEI
- Evaluation basée sur le SBA
- S'articulent autour de 3 thèmes principaux:
 - Gouvernance du SBA
 - Accès des MPME au financement
 - L'Entreprenariat féminin



- Améliorer l'environnement des affaires et promouvoir les MPME de la région MED en ligne avec les bonnes pratiques internationales et européennes, en particulier le Small Business Act pour l'Europe (SBA)
- Stimuler le secteur privé afin de contribuer à la croissance durable et inclusive et à la création d'emplois, tant à l'échelon régional que sous régional.



Résultats de l'évaluation des politiques de la Tunisie et des pays MED pour faciliter l'accès au financement des MPME

Christophe Malherbe
François-Louis BILLON

Tunis 20 mai 2016





Résultats de l'évaluation des politiques de la Tunisie et des pays MED pour faciliter l'accès au financement des MPME



Objectifs globaux : Renforcer la contribution des MPME à la création d'emplois en facilitant leur accès au financement grâce aux politiques et instruments publics.

Objectifs spécifiques

- Evaluation des politiques publiques, des mécanismes et des instruments existants
- Formulation de recommandations politiques et de plans d'action

Stratégie d'intervention

- Aider les pays MED dans l'analyse de leurs politiques et de leurs instruments publics
- Appuyer le dialogue au niveau (sous-) régional
- Proposer une méthodologie harmonisée avec la DG GROW et SBA

Monitoring et évaluation

- Recommandations politiques et aide à la mise en pratique (lois et règlements)
- Plans d'action approuvés avec leurs intervenants et les ressources mobilisées



Cartographie des instruments : étendue et limites

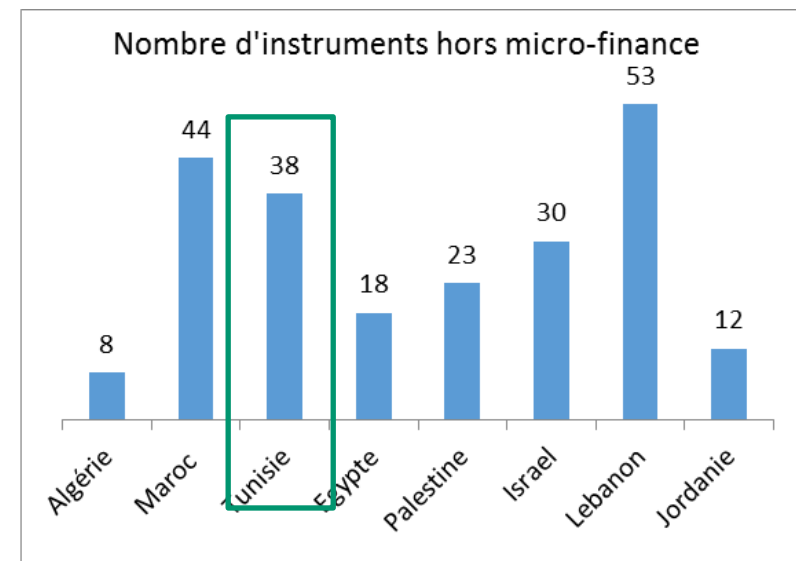
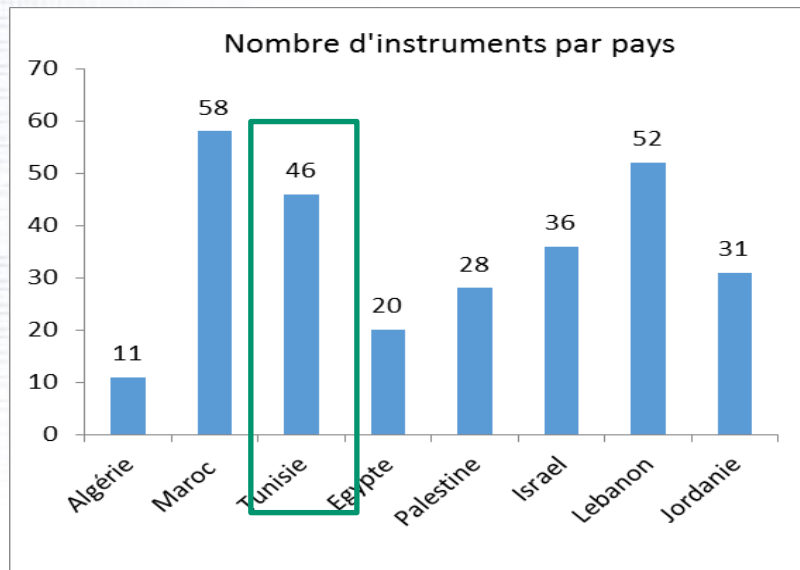
- La cartographie ne concerne que les instruments publics ou financés par l'État
- L'absence d'instrument public ne signifie pas toujours un manque, il est possible que le besoin soit couvert par des initiatives privées (ex. VCs de haute technologie)
- La cartographie essaie d'être aussi exhaustive que possible, mais quelques petites initiatives peuvent-être passées à travers des mailles du filet
- La qualité et quantité de données accessibles au public doivent être améliorées (source Internet)
- Les montants engagés ou engagés par les instruments ne sont souvent pas mentionnés
- Certaines informations ne sont pas communiquées suite à des aspects quelques fois confidentiels: Clients, taux, etc.
- Les groupes de discussion ont permis d'apporter une vision qualitative



Résultats de l'évaluation des politiques de la Tunisie et des pays MED pour faciliter l'accès au financement des MPME



- 98 catégories d'actions publiques observées
- 291 instruments publics identifiés * (232 sans la microfinance)
- La disponibilité des instruments est contrastée selon les pays
- Le Maroc et le Liban ont le portefeuille d'instrument le plus dense



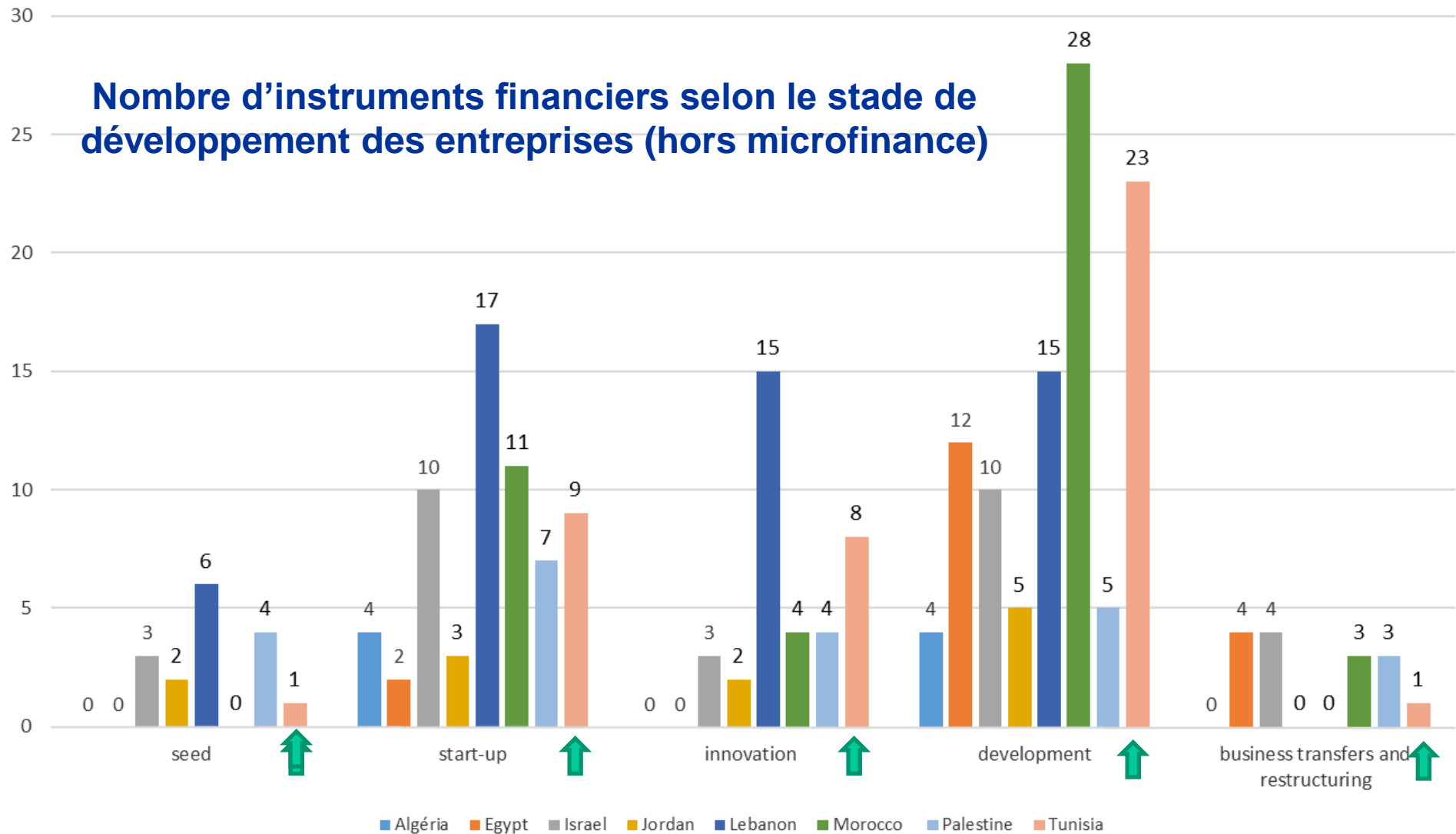
* Les catégories étant définies comme le regroupement d'instruments pour une étape spécifique du développement des entreprises



Résultats de l'évaluation des politiques de la Tunisie et des pays MED pour faciliter l'accès au financement des MPME



Nombre d'instruments financiers selon le stade de développement des entreprises (hors microfinance)





Résultats

- Concentration des instruments de financement de la phase de développement des entreprises
- Les instruments dédiés au développement des entreprises sont diversifiés en fonction des objectifs nationaux : l'énergie, l'environnement, l'agriculture, le tourisme, etc.
- Second pic d'instruments pour la phase de création
- Les instrument dédié à l'incubation sont encore rares, voire inexistants dans certains pays



Faiblesses et menaces concernant les prêts et les garanties

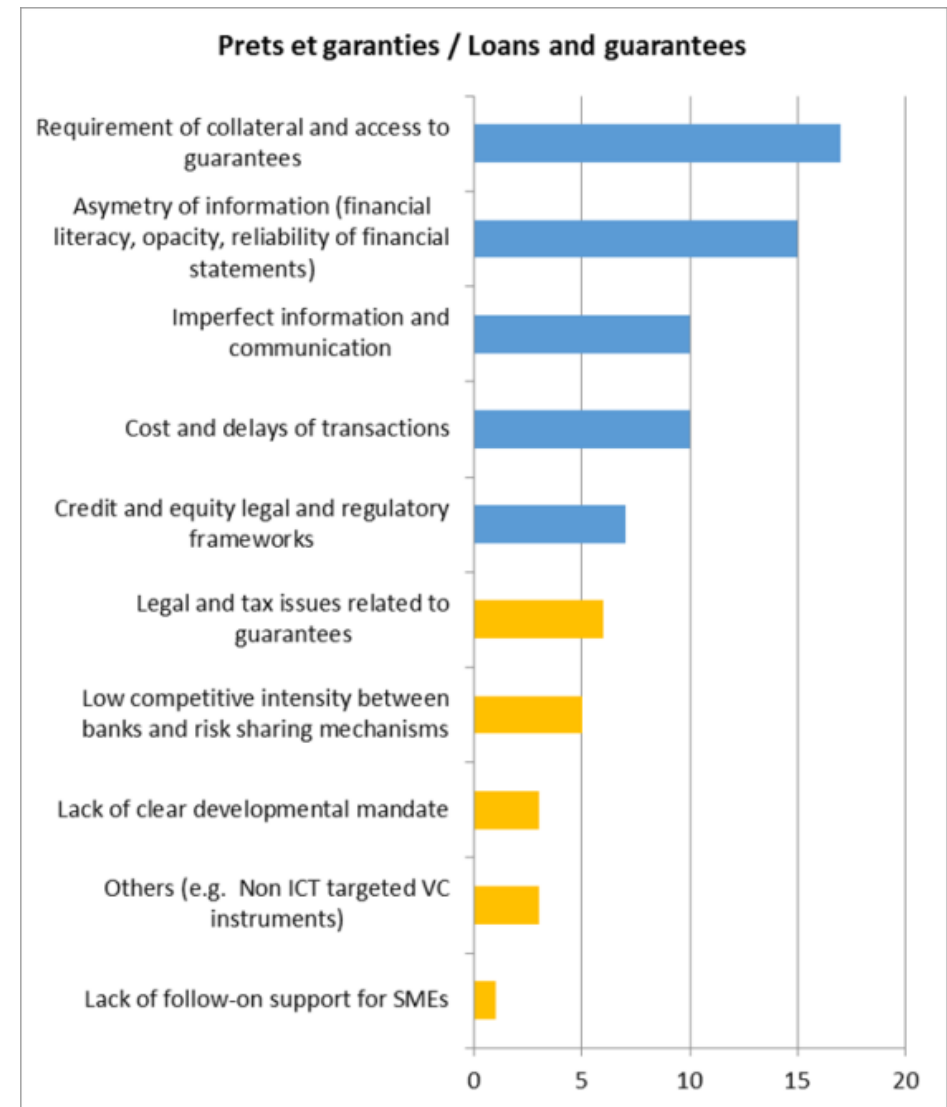


Questions clés

- Les garanties exigées
- Information asymétrique
- Les coûts et les retards de transactions
- Le manque de communication sur les instruments existants
- Cadres inappropriés en termes juridiques pour le crédit et le capital-risque

Questions secondaires

- Problématiques juridiques et fiscales liées aux garanties
- Faible intensité de la concurrence entre les institutions financières
- Manque de mandat clair dans le développement des institutions financières





Faiblesses et menaces concernant le capital-risque

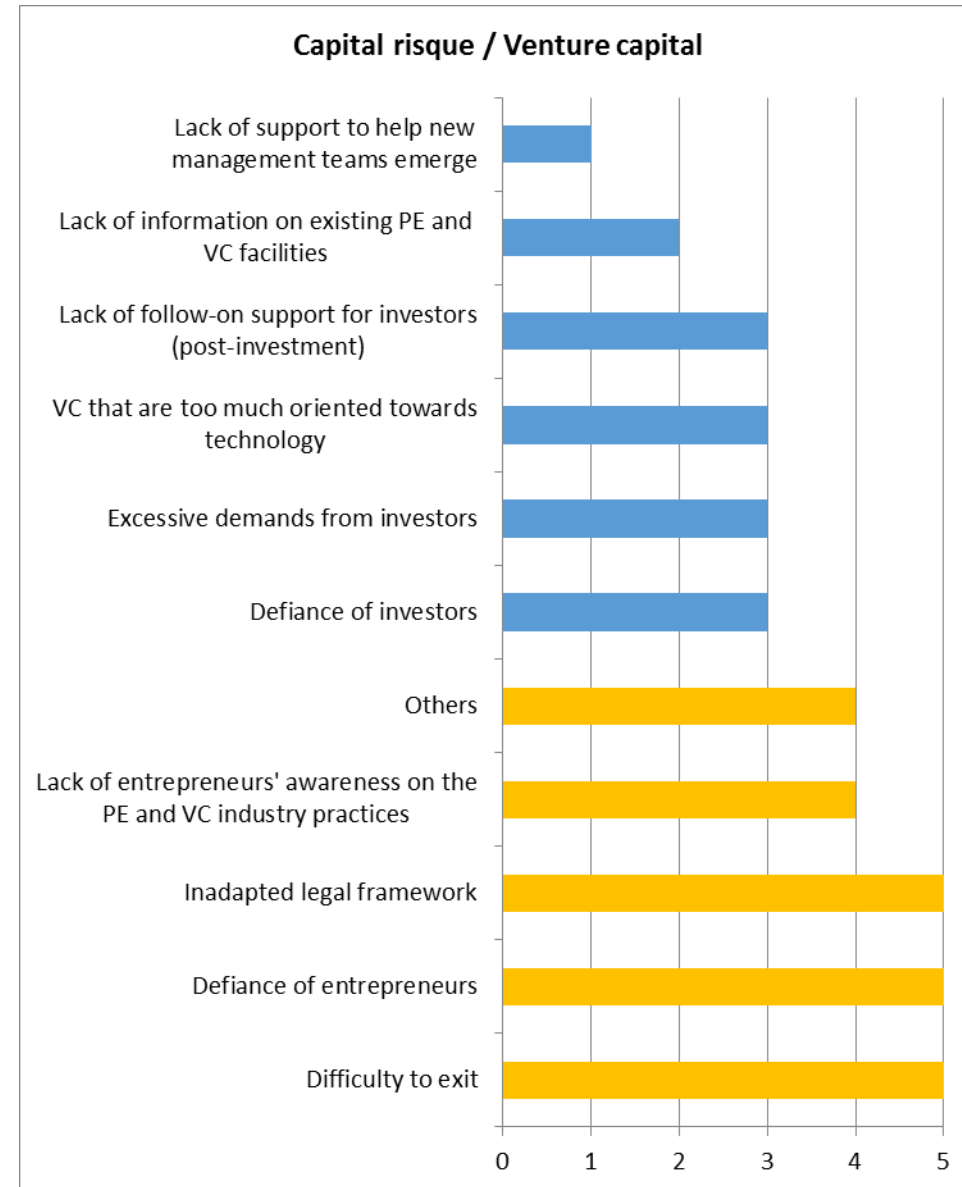


Questions clés

- Le manque de possibilités de sortie
- Défiance des entrepreneurs
- cadre juridique inapproprié
- Le manque de sensibilisation des VC aux pratiques de l'industrie

Questions secondaires

- Défiance des investisseurs
- Les demandes excessives des investisseurs
- VC sont trop orientés vers la technologie.
- Le manque de soutien et de suivi des investisseurs
- Manque d'information sur les dispositifs existants
- Le manque de soutien en management





Faiblesses et menaces concernant la microfinance



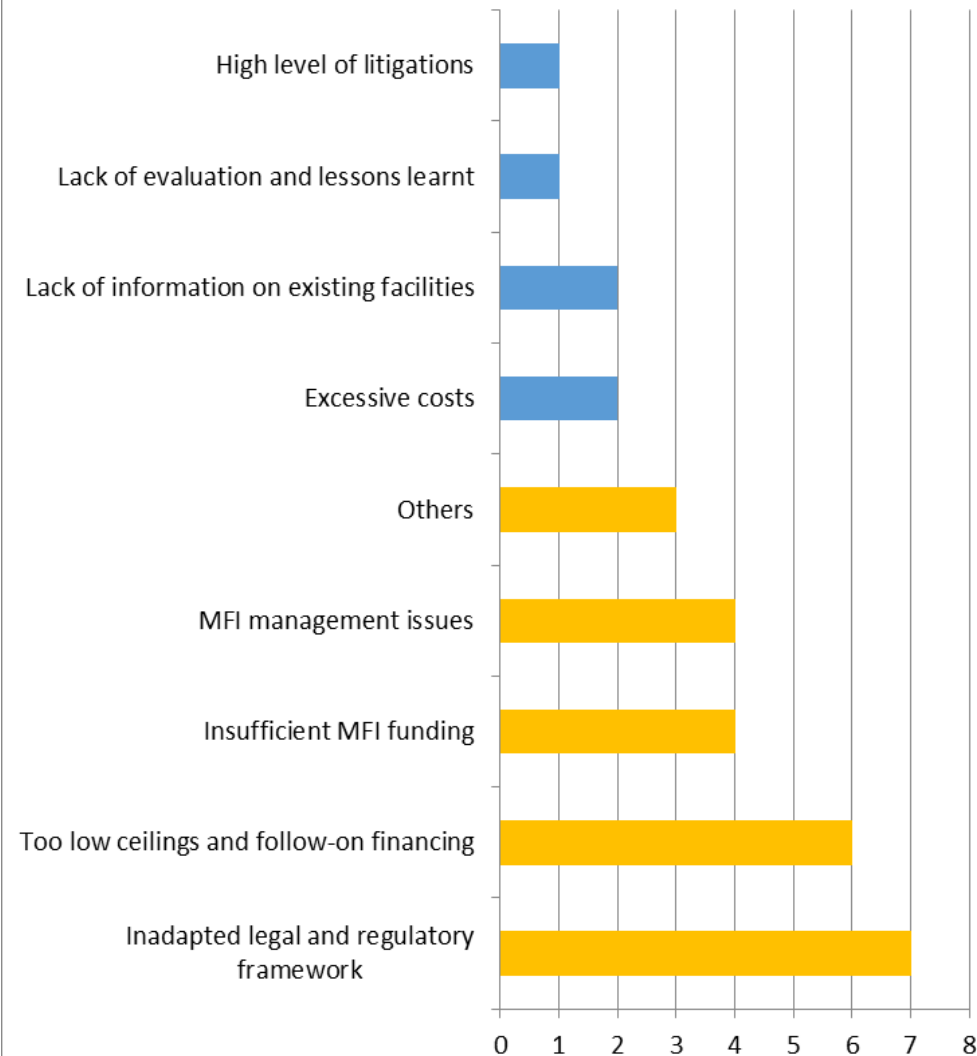
Questions clés

- Cadre juridique et réglementaire inapproprié (notamment de dépôts)
- Trop plafonds bas et le manque de financement de suivi
- Manque de refinancement à bas coût des IMF
- Le manque de soutien à la gestion des IMF

Questions secondaires

- Des coûts excessifs
- Manque d'information sur les dispositifs existants
- Le manque d'évaluation et d'intégration des enseignements
- Niveau élevé de litiges

Micro-Finance
Faiblesses et menaces / Weaknesses and threats





Principales recommandations:

- La mise en œuvre d'un système de scoring des entreprises unifié (renforcement des bureaux de crédit)
- La rationalisation des processus de demande pour les PME
- L'augmentation du nombre d'instruments financiers bancaires et non-bancaires innovant
- Le renforcement des capacités de gestion des banques
- Unifier les dossiers financiers des PME

Recommandations secondaires:

- Permettre aux banques de se renseigner sur les créances du client
- Mise en place d'une banque des PME





Recommandations au niveau de la demande

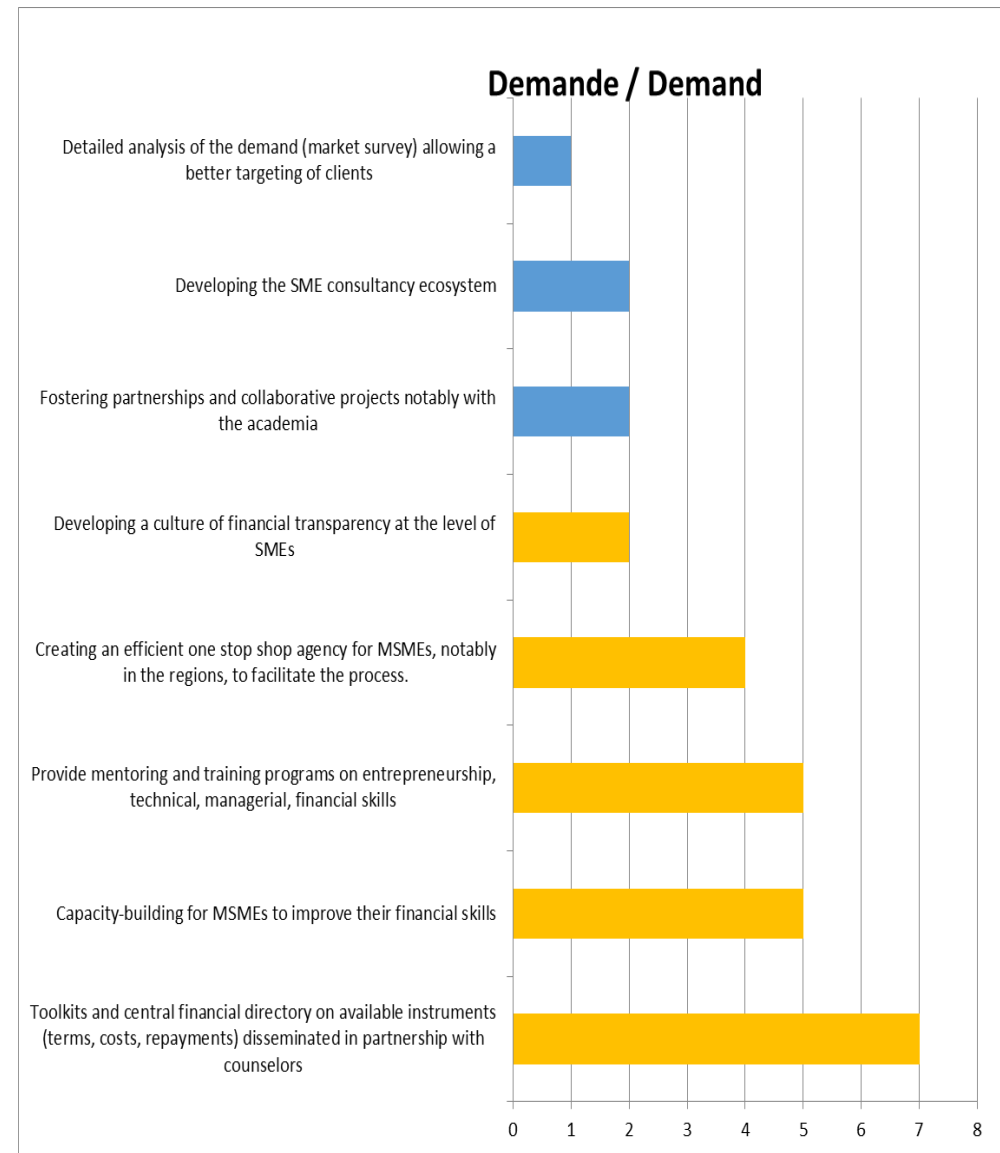


Principales recommandations:

- Répertoire financier sur les instruments disponibles et diffusion par des conseillers
- Le renforcement des compétences financières des MPME
- Offre de programmes de mentorat et de formation (compétences techniques, de gestion financière)
- Création d'un guichet unique efficace pour MPME, notamment dans les régions
- Développer une culture de la transparence financière

Recommandations secondaires:

- Favoriser les partenariats, notamment avec le milieu universitaire
- Développer un écosystème de conseil aux MPME





Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">• Réseau bancaire étendu• Crédit d'équipement accessible facilement• Gestion mesurée des risques• Système d'information bancaire moderne	<ul style="list-style-type: none">• Coûts de transaction élevés• Manque de technicité des banquiers• Lenteur des procédures d'octroi des crédits• Manque de concurrence entre les banques• Déséquilibre entre garanties données et crédits accordés
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none">• Former des banquiers dédiés aux MPME• Diversifier le portefeuille de services financiers• Rendre le crédit d'exploitation mieux accessible• Favoriser davantage la coordination entre la banque et les autres organismes de financement	<ul style="list-style-type: none">• Conjoncture économique défavorable impactant la santé financière des banques• Plus de restrictions imposées par la Banque Centrale et par conséquent plus de rigidité• Taux d'intérêt fixés par la Banque Centrale ne permettant pas de libéraliser le secteur et favoriser la compétitivité entre les banques



Forces

- Partage du risque lié au financement avec les autres partenaires financiers
- Création de nouveaux fonds de garantie
- Rénovation du fonds pour la restructuration financière
- Augmentation des quotas de garantie notamment pour les zones de développement régional

Faiblesses

- Fonds de garantie disponibles ne couvrent pas tous les secteurs d'activité
- Manque de coordination avec la banque
- Discordance entre valeur du bien hypothéqué et le montant de la garantie

Opportunités

- Prévoir plus de consolidation des efforts avec la banque et les autres organismes de financement
- Mettre à jour la valeur du bien hypothéqué et réévaluation de la garantie octroyée

Menaces

- Problèmes fonciers complexes entravant le mécanisme des garanties
- Recours aux garanties personnelles en dehors du projet objet de financement



<p style="text-align: center;">Forces</p> <ul style="list-style-type: none">• Incubation des projets porteurs innovants• Financement startups à forte valeur ajoutée• Avantages fiscaux• Proximité entre recherche et entrepreneuriat	<p style="text-align: center;">Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none">• Nombre limité d'instruments financiers innovants• Offre bien inférieure à la demande en termes de nombre de projets à financer
<p style="text-align: center;">Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none">• Il faudrait créer des fonds de pré-amorçage, composante importante du financement, toujours inexistants en Tunisie• Une offre d'instruments financiers innovants à vulgariser puisqu'elle demeure assez méconnue jusque-là par la demande	<p style="text-align: center;">Menaces</p> <ul style="list-style-type: none">• Réglementation juridique bloquante• Réticence du capital risque pour cofinancer et coordonner avec les nouveaux instruments financiers• Manque d'implication de l'Etat pour soutenir ces nouveaux mécanismes



Réglementaire

- Adhésion à la déclaration de l'OCDE sur l'investissement international (2012)
- Avantages fiscaux et financiers aux MPME (code des incitations aux investissements).
- Modernisation de l'administration (modernisation / gouvernance) notamment la poursuite de l'amélioration du processus d'immatriculation des sociétés (identifiant unique)

Offre

- Création d'une banque étatique dédiée au financement des MPME : la BFPME
- Création d'un organisme qui supporte la garantie des MPME : la SOTUGAR

Demande

- Développement des technopôles et de clusters



Recommandations Tunisie (offre)



- Encourager la concurrence entre les banques et autoriser les banques étrangères
- Réduire les délais de traitement de demande de financement
- Développer le partage d'information sur l'historique de crédit des débiteurs
- Déplafonnement des taux d'intérêt pour permettre aux banques
- Renforcement du reporting /supervision sur les conditions de financement des MPME
- Assouplissement des conditions d'octroi de crédit (loi 87-47 et loi 92-24)
- Nouveau cadre réglementaire pour la création d'IFs PME
- Mettre en place un programme de certification MPME au profit des banquiers
- Développer les bureaux de crédit et les services d'analyse de crédit indépendants
- Développer un cadre standardisé de collecte de données relatives au capital-risque



Recommandations Tunisie (offre)



- Conduire une étude de marché détaillée sur les besoins de financement PME
- Cadre incitatif pour le développement de la MF dans les régions
- Assurer une dynamique collective efficace pour le déploiement de la microfinance
- Impliquer le secteur financier privé pour le refinancement de la microfinance.
- Mettre en place une centrale des risques de microcrédits.
- Créer un observatoire de l'inclusion financière et développer la formation
- Développer des produits financiers innovants (nouvelle génération de startups)
- Développer un portail unique de communication sur les outils de financement
- Assurer une coordination entre les bailleurs de fonds (banquiers, investisseurs en capital privés) et les institutions responsables de la gestion des fonds publics
- Créer des produits bancaires pour la couverture contre les risques de change



- Développement d'un marché de financement en microcrédit (parrainage des startups ou l'exploitation des brevets)
- Suspension des taxes et des droits exigibles pour la période du lancement des projets
- Déduire les produits de la première commande du fournisseur vers la MPME de l'assiette imposable
- Annuler les garanties (contribution SOTUGAR) exigées par les capital-risqueurs pour les impliquer d'avantage dans l'étude du projet et l'assistance au promoteur
- Prolonger les périodes de grâce (année de croisière) pour le remboursement des crédits à moyen terme.



- Faire évoluer les structures de gouvernance, les systèmes de gestion et contrôle des risques au niveau des entreprises tunisiennes.
- Réaliser des enquêtes quantitatives régulières (annuelles) auprès des entreprises
- Créer des structures publiques d'appui aux demandes de financement.
- Créer plus de structures d'appui privées dans les régions jouissant de l'expertise technique requise.
- Mettre en œuvre des actions de communication pour inciter les PME à recourir au financement à travers la bourse des valeurs mobilières, à l'instar du programme national d'assistance au recours au marché financier.



- Renforcer le rôle des centres d'affaires et des centres techniques en vue d'accompagner les PME dans l'élaboration dans leurs plans d'affaires.
- Création d'un label entrepreneur et label projet pour faciliter l'Accès au financement. Cette mesure peut être activée à travers les incitations fiscales contribuant ainsi à l'amélioration de la compétitivité des institutions financières qui financent les MPME.
- Diversifier et intensifier les services d'assistance technique dans la période de développement et d'introduction de la MPME sur le marché.
- Appliquer des incitations fiscales sur les chiffres d'affaires des institutions qui financent les MPME et réalisent de forte intégration économique et sociale dans les régions défavorisées

Merci de votre attention
Contacts:

François-Louis BILLON
Christophe MALHERBE

Email:

francoisbillon@aol.com

c.malherbe@vsa-partners.com

